

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\CL
DUNKERQUE_(ex_CLAREBOUT)_Saint-Georges-sur-l'Aa_0003802000\2_Inspections\2024 05 31 NH3
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD), une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Les travaux de construction ne sont pas achevés. A l'heure actuelle, une seule ligne de production est en fonctionnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	vannes et tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.3 (annexe 1)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	consignes écrites	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.5 (annexe 1)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	évacuation des fumées	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.9 (annexe 1)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.1 (annexe 1)	Sans objet
2	salle des machines	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.2 (annexe 1)	Sans objet
4	exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.1 (annexe 1)	Sans objet
5	état des stocks d'ammoniac	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.1 (annexe 1)	Sans objet
6	surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.2 (annexe 1)	Sans objet
8	systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.7 (annexe 1)	Sans objet
10	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.17 (annexe 1)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réglementation relative à l'ammoniac est globalement respectée sur le site.

Néanmoins, l'inspection a mis en évidence trois non-conformités liées :

- aux vannes de la salle des machines,
- à la rédaction des consignes,
- à l'absence de désenfumage dans la salle des machines.

Un arrêté de mise en demeure sur ces points est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.1 (annexe 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. A cet effet, les locaux abritant les équipements de production de froid seront construits avec des murs coupe-feu de degré au moins deux heures .
Constats : L'exploitant indique que la salle des machines est construite avec des murs coupe-feu 2h. Les portes sont également coupe-feu 2h. Les murs sont de type panneau sandwich en béton isolé. Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• le rapport final de contrôle technique "59 Bourbourg - Clarebout - Bâtiment n°5 - Utilités" établi par Socotec et daté du 02/04/2024 (référence chrono Ct/14620/0424/0005 - version 1).• les justificatifs de tenue au feu pour les portes, les panneaux et les joints entre les panneaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport Socotec du 02/04/2024 évoque notamment plusieurs passages de réseaux dans les murs : l'exploitant apportera sous un mois les justificatifs montrant que tous les passages de réseaux au travers de murs coupe-feu ont été traités (fourniture des PV). Dans le document relatif aux joints entre les panneaux il est indiqué " résistance au feu (EN 13501-2) ≤ 240 min ". L'exploitant justifiera dans le même délai d'un mois que la pose des joints a bien été effectuée de façon à permettre une résistance au feu minimale de 2 heures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : salle des machines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.2 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Prescription contrôlée : La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique asservi à la détection calculé selon les normes en vigueur de façon à empêcher à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé le plus loin possible des habitations voisines et des sources de chaleur de façon à ne pas entraîner de risques pour l'environnement et la santé humaine. Le moteur des extracteurs doit être protégé pour éviter les risques d'explosion.
Constats : Dans la salle des machines il y a deux ventilateurs (vu certificat ATEX). Les ventilateurs sont asservis à la détection NH3. Il y a plusieurs détecteurs qui activent l'extracteur dès le 1 ^{er} seuil. Au seuil d'arrêt de l'installation, une sirène se déclenche. La gaine du débouché en toiture se situe au-dessus des tours aéroréfrigérantes (elles-mêmes en toiture) à environ 15 m par rapport au sol. Il n'y a pas d'habitation à proximité. Il n'y a pas de source de chaleur sur le toit. La quantité d'ammoniac lors de l'inspection est de 17,217 t (L'exploitant indique que cette quantité sera doublée avec la mise en service de la ligne 2). Le débit nécessaire pour l'extraction est d'environ 34 000 m ³ /h. Un seul ventilateur serait suffisant, car le débit d'un ventilateur est de 40 000 m ³ /h (vitesse fixe pour le moteur). Quand la ligne 2 sera installée il ne sera pas nécessaire de rajouter des extracteurs (peut-être des détecteurs). L'exploitant a la possibilité d'arrêter (ou de démarrer) l'extraction depuis l'extérieur du bâtiment (arrêt - marche forcée - automatique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : vannes et tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.1.3 (annexe 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Prescription contrôlée : Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection constate les éléments suivants : - la salle des machines est propre, - le sens d'écoulement des fluides dans le circuit ammoniac est indiqué,

- les détecteurs d'ammoniac sont présents.

Dans le local abritant la supervision, l'inspection constate les différentes valeurs d'alarme pour les détecteurs d'ammoniac.

La supervision est accessible à distance.

Non-conformité : le sens de fermeture de certaines vannes n'est pas clairement indiqué.

Pour ces vannes, il n'est pas aisé de voir si la vanne est ouverte ou fermée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.1 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

Constats :

L'inspection a consulté la procédure « conduite installation d'ammoniac » (référéncée SSE.PR.004.FR).

Le responsable de l'installation ammoniac est le service utilité. Il y a toujours un membre de ce service présent 24h/24 et 7j/7 sur le site.

12 personnes ont été formées à l'ammoniac (y compris au port de l'ARI). La formation durait 3 jours (et comprend le risque légionelle).

Le tableau de suivi des formations a été consulté.

Un logiciel pour le suivi des formations sera prochainement déployé.

Il y a une formation liée au risque ammoniac (formation générale par un organisme) et une formation spécifique à l'installation du site (assurée par SKT qui a installé l'installation). Voir le point de contrôle n°10.

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis :

- l'extrait du tableau de suivi des formations concernant la formation à l'exploitation d'une installation de réfrigération utilisant de l'ammoniac
- le contenu de la formation relative à l'installation de froid utilisant de l'ammoniac
- le contenu de la formation relative à l'exploitation de tours aéroréfrigérantes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D'après les déclarations de l'exploitant lors de l'inspection, la durée de la formation relative à l'exploitation des installations de froid utilisant de l'ammoniac est de 3 jours. Ceci est cohérent avec la durée de 21h figurant dans le tableau de suivi. Néanmoins, la fiche programme élaborée par ITENOR indique que la durée de formation est de 2 jours. Cet écart sera explicité sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : état des stocks d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.1 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation et, le cas échéant, stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a consulté le fichier de suivi de l'état des stocks NH3 « registre installation frigorifique Snr 19118-21127 » (= n° de série de l'installation).

La quantité d'ammoniac est de 17,217 t. Cette quantité correspond au chargement initial en septembre 2023, en différentes étapes. Il n'y a pas eu de recharge ultérieure.
L'exploitant ne dispose pas de stock en réserve supplémentaire sur le site.

Le document est mis à jour par le service maintenance de CL Dunkerque suite aux bons d'intervention de SKT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.2.2 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Prescription contrôlée :

Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant après approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés pour ces vérifications sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'APAVE a été sollicitée et a réalisé le rapport de vérification de l'ensemble de l'installation (du 2

au 5 octobre 2023).

L'inspection a consulté le rapport apave n°T230084818 du 13 octobre 2023

Ce rapport évoque 25 points non satisfaisants.

Ces points à corriger sont tracés dans un fichier.

Par courriel du 09/09/2024, l'exploitant a transmis :

- le rapport apave évoqué ci-dessus,
- le tableau de suivi des non-conformités constatées (daté du 30/08/2024).

Le rapport apave comportait 25 points non satisfaisants :

- 14 concernant des éléments documentaires absents ou en cours de rédaction,
- 3 concernant des essais à réaliser,
- 8 concernant des équipements ou des modifications d'équipements à mettre en place.

Le document de suivi des actions correctives indique que tous les points non-satisfaisants ont été corrigés sauf 2 :

- certaines règles de conduite de l'installation restent à rédiger,
- il n'y a pas de désenfumage de la salle des machines.

Pour le désenfumage de la salle des machines voir le point de contrôle n°9

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier sous un mois que la manche à air est visible la nuit.

Justifier sous un mois que l'isoxal et le calorifuge des bouteilles moyenne et basse pression ont bien été repris (cf page 6 du rapport apave).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : consignes écrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.5 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

En outre, les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc.) doivent faire l'objet de consignes écrites tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, dont les permis de feu ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation contenant de l'ammoniac ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services incendie et de secours, du centre antipoison etc. ;

- les procédures d'arrêt d'urgence ;
- l'étiquetage (pictogramme et phrases de risque) des produits dangereux stockés sera indiqué de façon très lisible à proximité des aires permanentes de stockage d'ammoniac.

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais explicite, la nature des produits concernant les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.).

Constats :

Sur chaque entrée de zone présentant de l'ammoniac figurent des panneaux avec les risques associés.

L'exploitant a fixé une règle imposant le permis de feu quelle que soit la zone.

L'équipe utilité et le cadre astreinte reçoivent l'alerte en cas de fuite d'ammoniac.

Le schéma d'alerte est présent dans le POI.

L'instruction en cas de fuite figure dans le POI (avec une FDS de l'ammoniac).

Il y a un plan de maintenance pour l'ensemble des installations.

La consigne imposant le permis de feu est à formaliser (mais elle est indiquée sur le site, et indiquée lors de l'accueil sécurité et dans les PDP pour les sous-traitants)

Non-conformité : le rapport APAVE mentionné au point de contrôle n°6 et le tableau de suivi des non-conformités établi par l'exploitant indiquent que la rédaction des règles de conduite en situation marche normale, mise à l'arrêt normale et mise à l'arrêt prolongé ne sont pas finalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.7 (annexe 1)

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Prescription contrôlée :

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants:

- le franchissement du premier seuil entraîne le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse

et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

La valeur fixée pour le second seuil peut, par dérogation aux dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé, être supérieure au double de la valeur choisie pour le 1er seuil.

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise au gardien, au technicien énergie et au responsable ESI (Equipier Seconde Intervention).

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur. Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

N° MMR	Localisation de la mesure de maîtrise de risque	Fonction de sécurité assurée et caractéristiques principales	Niveau de confiance
MMR n°01	Détection NH3 en salle des machines (SDM)	<p><u>Fonction de sécurité :</u> La fonction de mise en sécurité est composée des éléments suivants : 6 détecteurs NH3 dans la salle des machines, de relais et coupure des installations de réfrigération en salle des machines (coupure des contacteurs des équipements : compresseurs, pompes, etc. et fermeture vannes de sécurité) et extraction.</p> <p><u>Maintenance/testabilité :</u> Test et maintenance : Test fonctionnel de toute la chaîne de sécurité (1 fois par an) et calibrage des détecteurs (2 fois / an).</p>	1
MMR n°02	Capotage collecteurs des tunnels	<p><u>Fonction de sécurité :</u> La fonction de mise en</p>	1

	des tunnels	<p>La fonction de mise en sécurité est composée des éléments suivants : 1 détecteur NH3 dans le capotage collecteurs, de relais et mise en sécurité des tunnels (fermeture des vannes d'alimentation et des gaz chauds) et extraction.</p> <p><u>Maintenance/testabilité :</u> Test et maintenance : test fonctionnel de toute la chaîne de sécurité (1 fois par an) et calibrage des détecteurs (2 fois / an).</p>	
--	-------------	---	--

Constats :

Seule la MMR01 a été examinée.

5 détecteurs sont en place à ce jour (1 seule ligne sur les 2) - L'implantation a été définie par SKT. L'inspection a consulté le plan avec la localisation des détecteurs en SDM.

Il s'agit de détecteurs électro-chimiques (qui mesurent les concentrations jusqu'à 5 000 ppm ce qui est très élevé).

Les détecteurs sont reliés à une centrale (Les seuils sont fixés à 200 et 950 ppm) et à un automate programmable.

La centrale gère le risque explosion ATEX.

L'automate a intégré un troisième seuil encore plus bas de 50 ppm (en plus des 2 autres) qui ne génère pas d'alarme (juste un clignotant orange) mais impose le port de l'ARI.

A ce jour les différents systèmes de traitement du signal ne sont pas secourus.

Il y a des batteries (24h) pour les détecteurs.

Il n'y a pas de secours pour le fonctionnement des extracteurs.

(L'alimentation de la SDM est possible depuis un autre bâtiment si une coupure électrique partielle intervenait.)

L'alimentation électrique globale du site 90 kV depuis le poste « Grand Port ». En cas de secours l'alimentation bascule sur le poste 20 kV.

Remarque : L'inspection précise que le non-fonctionnement de la MMR ne remettrait pas en cause l'acceptabilité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant étudiera sous un délai de 2 mois la possibilité de secourir les MMR nécessitant une alimentation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : évacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.9 (annexe 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Prescription contrôlée : Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du site et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles. Les dispositions de l'article 7.6.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2020 imposent que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires de la salle des machines (ammoniac) n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.
Constats : La salle des machines ne comporte pas, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Non-conformité : Absence de désenfumage. L'exploitant indique que c'est parce que les TAR sont situées au-dessus du toit. D'un point de vue constructif il n'est pas possible de mettre un désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.17 (annexe 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : - toutes les informations utiles sur l'ammoniac ; - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;
- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Constats :

Voir également le point de contrôle n°1.

Les seules personnes habilitées à intervenir sur l'installation frigorifique sont les personnes de la société SKT et les agents de l'équipe utilité de CL Dunkerque.

Un exercice « NH3 » est planifié le 5 juillet (exercice POI) - sans le SDIS (en raison des Jeux Olympiques).

Pour le port des ARI, il y a eu une formation initiale et un rappel lors de la réception des combinaisons par CI Dunkerque

L'exploitant dispose de 6 ARI et d'un compresseur pour les recharger.

L'exploitant a conclu un contrat avec Dräger pour le suivi des ARI.

Par courriel du 09/09/2024 l'exploitant a transmis les fiches programmes des formations relatives à l'exploitation d'installations frigorifiques utilisant de l'ammoniac d'une part et à la prévention de la légionnelle / exploitation de TAR d'autre part (voir le point de contrôle n°4).

Pour la formation relative aux installations frigorifiques utilisant de l'ammoniac, les risques et les effets physiologiques liés à l'ammoniac sont abordés lors de la formation.

La société Dräger est intervenue les 13 et 17 mai pour l'étalonnage des détecteurs de gaz.

Type de suites proposées : Sans suite